



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **22 DEC. 2022**

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



HACER TRAITEMENTS DE SURFACE

47 ALLEE DU MT BLANC
74300 CLUSES

Références : 20221208-RAP-InspectionHacerTS_Georisques

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 décembre 2022 dans l'établissement HACER TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 47 Allée du Mont Blanc 74300 CLUSES. L'inspection a été annoncée le 2 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HACER TRAITEMENTS DE SURFACE
- 47 Allée du Mont Blanc 74300 CLUSES
- Code AIOT : 0006104577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société HACER Traitements de Surface est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces métalliques, par zingage, nickelage ou cuivrage notamment, sans usage désormais de chrome hexavalent. Les pièces traitées sont destinées à divers marchés dont principalement celui de l'automobile, et dans une moindre mesure ceux du sport, du BTP, de l'électricité, de l'aéronautique, de l'armement et de l'hydraulique.

Son établissement situé 47 allée du Mont-Blanc à Cluses est constitué de deux bâtiments distincts désignés M2 et M3, implantés en vis-à-vis et séparés par un espace de circulation couvert. Il emploie

actuellement 71 personnes. A cet égard, lors de la visite d'inspection effectuée le 8 décembre 2022, l'exploitant a tenu à faire part des difficultés rencontrées en raison de l'augmentation du prix de l'énergie, impactant très sensiblement les coûts de production qui sont répercutés sur ses clients, ainsi que l'emploi au sein de sa société.

Sur le plan de la situation administrative, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 octobre 2009 pris au nom de la société MARQUET Traitements de Surface, modifié et complété le 3 décembre 2019 et le 16 mai 2022.

Cet arrêté a abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui datait du 7 août 1991, modifié et complété le 15 octobre 1993, le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004.

Le volume de bains autorisé a été fixé à 176 630 litres.

Un changement d'exploitant intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface a donné lieu à un récépissé délivré par monsieur le préfet de la Haute-Savoie le 20 avril 2011.

L'établissement relève par ailleurs des dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Limitation de la consommation d'eau à usage industriel (dont consommation spécifique d'eau)
- Modalités de rejets (état d'avancement de la rénovation de la station de détoxification du site)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Calcul de la consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 71.2.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des consommations annuelles d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 61.2.	/	Sans objet
2	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 71.2.3.	/	Sans objet
4	Préservation de la ressource en eau en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 61.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Restriction de consommation – eau industrielle	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, Annexe 6	/	Sans objet
6	Objectifs généraux - prévention des émissions et déversements	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 7.1.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra, dans un délai d'un mois, identifier toutes les causes possibles de l'augmentation du ratio de la consommation d'eau par fonction de rinçage sur les dernières années. Au plus tard trois mois après la notification du présent rapport, il prendra les dispositions nécessaires afin de diminuer le ratio de la consommation d'eau par fonction de rinçage, et en particulier il définira des mesures organisationnelles permettant de garantir l'arrêt des fonctions de rinçage (arrêt de l'apport d'eau) lorsque des lignes de production sont mises à l'arrêt, que celui-ci soit planifié ou non.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des consommations annuelles d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.2.			
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations annuelles d'eau - registre mensuel			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : [...] - L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables, et notamment à l'occasion du remplacement d'un matériel, à diminuer au minimum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés. - Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, à un usage domestique ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)	
		Horaire	Journalier
Eau souterraine	185 000	45	740
Réseau public	22 000	5	90

A titre dérogatoire, le débit maximum de prélèvement d'eau sur le réseau public pourra être temporairement de 50 m³/h et 830 m³/j, notamment en cas de dégradation de la qualité des eaux souterraines ou d'indisponibilité de la pompe de prélèvement de ces eaux, à condition de ne pas dépasser un volume prélevé cumulé de 207 000 m³ pour l'année en cours, toutes origines des eaux confondues. Le prélèvement d'eau à des fins industrielles sera relevé chaque mois et porté sur un registre prévu à cet effet.[...]

Constats : L'exploitant a expliqué à l'inspection que ses consommations totales d'eau à usage industriel sont comptabilisées par l'intermédiaire de 4 compteurs principaux : 2 compteurs sur le réseau d'alimentation en eau potable (AEP) (un dédié à l'atelier M2, l'autre dédié à l'atelier M3), et 2 compteurs pour les eaux de forage (un sur l'atelier M2, l'autre sur l'atelier M3). L'utilisation de l'eau en aval de ces compteurs est exclusivement industrielle, à l'exception du compteur de l'atelier M3 sur le réseau AEP, pour lequel une très faible proportion est également à usage sanitaire.

<p>L'exploitant relève ces 4 compteurs à une fréquence cible hebdomadaire, qui peut s'avérer être bimensuelle selon le contexte. En tout temps, selon ses explications, l'exploitant respecte la fréquence mensuelle définie à l'article 6.1.2. de son arrêté d'autorisation.</p> <p>Les relèves des compteurs sont reportées dans un fichier de suivi (format tableur), présenté aux inspecteurs. Ce fichier permet l'extraction des consommations annuelles sur les 4 compteurs principaux. L'exploitant a ainsi pu présenter les consommations annuelles pour les années 2017 à 2021. L'inspection a remarqué, par comparaison aux déclarations de l'exploitant sur la base GERE, que les consommations d'eau observées dans le fichier de l'exploitant sont cohérentes avec ses déclarations GERE sur ces mêmes années. En revanche, un léger décalage a été décelé sur l'année 2017, par ailleurs année durant laquelle un des compteurs a dysfonctionné (le compteur M3 sur le réseau AEP). Ce compteur a été remplacé en 2018, selon l'exploitant.</p> <p>Sur les années considérées (2017 à 2021), l'exploitant respecte les prélèvements annuels maximaux en eau, définis à l'article 6.1.2 de son arrêté d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 7.1.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux résiduelles devront se faire exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les normes de rejet fixées à l'article 7.1.2.5 ci-après. Toute nouvelle chaîne de traitement de surface, installée ou non en complément d'une chaîne existante, ne pourra être mise en service qu'après assurance que les rejets en résultant seront à même de satisfaire aux dispositions du 1er alinéa du présent article.</p>
Constats : Voir le point N°3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Calcul de la consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 7.1.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, consommation spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de rinçage devront être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite "consommation spécifique" la plus faible possible. En tout état de cause, la consommation spécifique, telle que définie ci-dessous, ne devra pas excéder 8 litres par m² et par fonction de rinçage. Seront pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : - les eaux de rinçage, - les vidanges des cuves de rinçage, - les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents, - les vidanges des cuves de traitement, - les eaux de lavage des sols, - les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : - les eaux de refroidissement, - les eaux pluviales, - les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation du procédé. On entend par surface traitée, la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation,</p>

en tenant compte du nombre de fonction de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage). L'exploitant calculera une fois par an la consommation spécifique de son installation sur une période représentative de son activité. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Constats : L'exploitant a présenté le détail de son calcul de consommation spécifique par m² de surface traitée par fonction de rinçage. Les inspecteurs se sont intéressés en particulier, et par sondage, aux hypothèses de calcul concernant 3 lignes de production : les lignes 103, 113 et 160. Il a été regardé également le ratio total de la consommation d'eau par fonction de rinçage, sur les années 2019 et 2020 par l'intermédiaire du courrier de demande d'exemption aux restrictions en période de sécheresse en date du 29 septembre 2021, et sur les années 2021 et 2022 (sur les 6 premiers mois) via les tableaux de calculs présentés par l'exploitant. En 2019 ce ratio était de 6,73 l/m²/fonction de rinçage, en 2020 7,58 l/m²/fonction de rinçage, 8,48 l/m²/fonction de rinçage en 2021 et 7,86 l/m²/fonction de rinçage sur les 6 premiers mois de 2022. Premièrement il est à noter une tendance à la hausse de ce ratio, et deuxièmement une valeur de 8,48 l/m²/fonction de rinçage en 2021, soit au-delà de la limite de 8 l/m²/fonction de rinçage imposée par l'article 71.2.5.3 de l'arrêté d'autorisation du site.

L'exploitant a argumenté que la dérive identifiée en 2021 provient d'un fonctionnement non-optimisé des lignes de production, lié à la situation conjoncturelle imputable à la Covid et à l'activité économique. En effet, sur plusieurs lignes de production, de nombreux démarrages et arrêt de lignes ont eu lieu tout au long de l'année. À chacun des arrêts de lignes, la pratique voudrait que la circulation en eau soit également arrêtée. L'exploitant a expliqué que des oublis ont vraisemblablement eu lieu, donnant lieu à des consommations d'eau lorsqu'aucune production n'y était associé, augmentant d'autant le ratio précité.

L'exploitant devra dans un délai d'un mois, identifier toutes les causes possibles de l'augmentation du ratio de la consommation d'eau par fonction de rinçage sur les dernières années. Au plus tard trois mois après la notification du présent rapport, il prendra les dispositions nécessaires afin de diminuer le ratio de la consommation d'eau par fonction de rinçage, et en particulier il définira des mesures organisationnelles permettant de garantir l'arrêt des fonctions de rinçage (arrêt de l'apport d'eau) lorsque des lignes de production sont mises à l'arrêt, que celui-ci soit planifié ou non.

Observations : L'exploitant a présenté son système de nouveaux compteurs communicants, qu'il installe sur ses différentes lignes de production. Ce système permet, pour les lignes déjà équipées, d'accéder en temps réel au débit d'eau consommé par la ligne, sur une plateforme dématérialisée accessible à distance.

Par ailleurs, lors de l'explication du calcul du ratio de consommation d'eau par fonction de rinçage, les inspecteurs et l'exploitant se sont interrogés sur la pertinence de mettre à jour les valeurs de « surface moyenne par charge », dès lors que la typologie de pièces concernées par ce calcul peut avoir évolué significativement depuis le dernier calcul. L'exploitant pourra judicieusement proposer une actualisation de cette base de calcul, ou a contrario garder les valeurs actuelles si les typologies de pièces n'ont que peu évolué.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Préservation de la ressource en eau en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions sécheresse (voir point suivant)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur afin de préserver la ressource en eau en cas de sécheresse.
Constats : Voir point N°5
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Restriction de consommation – eau industrielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions sécheresse - démonstration d'une consommation économe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réduction de 25 % (en alerte) et de 50 % (en alerte renforcée) des volumes d'eau prélevés à usage industriel, artisanaux et commerciaux. Sauf pour [...] les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité.
Constats : Par son courrier du 29 septembre 2021, l'exploitant a demandé de déroger aux restrictions de consommation d'eau lors d'épisodes de sécheresse, au motif qu'il respecte des consommations spécifiques représentant un objectif de performance pour le secteur du traitement de surface. Ainsi, dès lors qu'il respecte un ratio de consommation en eau inférieur à 8 litres par mètre carré de surface traitée par fonction de rinçage, il n'est pas soumis aux restrictions de consommation en eau en cas de sécheresse. Cette demande d'exemption sera à renouveler en 2023 lorsque l'exploitant sera sollicité par l'inspection pour se positionner sur le motif d'exemption choisi, et devra alors produire les éléments de preuve idoines. Par ailleurs, au-delà de la réglementation et afin de déclencher des actions de préservation de la ressource en eau en cas de sécheresse, l'exploitant est incité à s'informer sur le niveau d'alerte sécheresse en vigueur sur son bassin versant, via le site internet http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp . Cette plateforme répertorie en temps réel les niveaux d'alerte sécheresse concernant tous les bassins versants français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Objectifs généraux - prévention des émissions et déversements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 7.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux - prévention des émissions et déversements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
<p>Constats : Concernant ce point de contrôle, l'inspection s'est focalisée sur le fonctionnement de la station de traitement des effluents du site (STEP pour STation d'EPuration). L'exploitant a rappelé que la STEP a été créée en 1989, avec un fonctionnement physico-chimique. Cette station a évolué au rythme de la vie de l'usine, qui nécessite aujourd'hui le traitement d'un flux de 500 m3/j. La production a nécessité l'augmentation des volumes mettant en œuvre du zinc et du nickel, ce qui a engendré des difficultés de traitement des effluents vis-à-vis des limites de rejets fixés dans l'arrêté d'autorisation du site.</p> <p>L'exploitant a alors remplacé l'automate de gestion de la STEP, rénové tous les réseaux d'effluents en amont de la station, puis, avec l'aide d'un expert, calculé et dimensionné une nouvelle station d'épuration. Cette nouvelle station se basera sur des décanteurs lamellaires, aura un traitement complémentaire par résines échangeuses d'ions (pour traiter spécifiquement le zinc et le nickel). Lors de la visite des installations, il a été présenté aux inspecteurs les deux décanteurs lamellaires déjà installés, le troisième en attente d'installation, le nouvel automate, et l'ancienne STEP en fonctionnement. A terme, la nouvelle STEP sera composée de 4 décanteurs (3 en fonctionnement et un en secours), de résines échangeuses d'ions, d'un nouveau filtre-presse des boues d'hydroxydes métalliques, et éventuellement d'un système de séchage des boues (en dessous du filtre-presse).</p> <p>Cette nouvelle STEP devrait subir une phase de test en janvier 2023 pour valider le fonctionnement et le bon dimensionnement des 3 décanteurs. Les résines verront leur deuxième phase de test débuter également en janvier 2023. L'ensemble devrait être installé et opérationnel avant la fin de l'année 2023.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a remplacé une cuve recevant les eaux des rinçages courants des équipements et les eaux de lavage des sols. Deux autres cuves restent à remplacer (cuve des eaux de décyanuration et une cuve de stockage en cas d'incident).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/1995, articles 4.1.3 et 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Conditions de rejet des eaux industrielles et de surveillance de ces eaux
Prescription contrôlée : Art. 4.1.3 : Compte-tenu de la convention de raccordement prévue à l'article 4.1.1.4, liant la société T2S à la société MARQUET TRAITEMENTS DE SURFACE, les mesures, contrôles et analyses définis aux articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 ci-dessous pourront être réalisés directement par la société MARQUET TRAITEMENTS DE SURFACE, selon les dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral n° 91-1202 du 7 août 1991, sauf en ce qui concerne le débit. Art. 4.1.3.1 : [...] Un contrôle en continu du débit sera effectué sur les effluents avant rejet dans la station de détoxification de la Société MARQUET TRAITEMENTS DE SURFACE ; le débit journalier sera consigné sur un registre. Toutefois, si la valeur du débit peut être obtenue de façon fiable par un autre moyen (compteur d'alimentation ou de rejet en eau, temps de marche de pompes,...), le contrôle en continu pourra ne pas être exigé.
Constats : Par le rapport d'inspection daté du 3 décembre 2018, il avait été demandé à l'exploitant de mesurer le débit des eaux industrielles rejetées, soit en continu soit par un autre moyen fiable équivalent (compteur d'alimentation ou de rejet en eau, temps de marche de pompes,...), et d'enregistrer le résultat de la mesure sur un registre. L'exploitant a précisé au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2022 que le débit des eaux industrielles rejetées est estimé au moyen du compteur d'arrivée d'eau alimentant la ligne de traitement de surface où sont pratiquées notamment les opérations de dégraissage, décapage, brunissage et phosphatation. La valeur affichée par ce compteur est relevée hebdomadairement et enregistrée sur un document informatique présenté durant l'inspection, sur lequel est reporté également le numéro de chaque semaine concernée. Par cet outil, une estimation du débit journalier de rejet peut être réalisée. Il en ressort un débit hebdomadaire compris entre 50 et 123 m ³ sur le premier semestre 2022.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/1995, article 4.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques - Conditions de rejet des eaux industrielles et de surveillance de ces eaux
Prescription contrôlée : Un contrôle effectué périodiquement permettra de vérifier le respect des dispositions prévues par l'article 4.1 de la convention de raccordement suscitée, relatives à la qualité des effluents rejetés par l'établissement dans la station de détoxification de la société MARQUET TRAITEMENTS DE SURFACE. A cette fin, une analyse portant sur les paramètres les plus représentatifs de la qualité de ces effluents devra être réalisée trimestriellement. Les résultats de ces analyses seront adressés à l'inspecteur des installations classées avec les résultats des contrôles visés à l'article 4.1.3.4.
Constats : Lors de la précédente inspection du site intervenue le 14 novembre 2018, il avait été constaté que l'exploitant n'effectuait pas un contrôle trimestriel de la qualité des eaux industrielles rejetées vers la station de détoxification de l'établissement principal de la société HACER Traitements de Surface, en vue de vérifier le respect des dispositions de la convention de raccordement censée avoir été établie. L'exploitant devait donc mettre en place ce contrôle trimestriel, en parallèle à l'instauration de la convention de raccordement. Bien que celle-ci n'ait pas été en définitive finalisée, l'exploitant a indiqué au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2022 que le contrôle trimestriel de la qualité des eaux industrielles rejetées a été assuré par un laboratoire extérieur agréé pour les premières analyses (le LAEPS à Bonneville en novembre 2018), puis par le laboratoire interne de la société HACER Traitements de Surface jusqu'en septembre 2021, la société T2S ayant été ensuite absorbée et ses eaux résiduelles industrielles étant gérées depuis comme les autres effluents de la société HACER Traitements de Surface. D'après les documents présentés, les premières analyses réalisées par un laboratoire extérieur agréé ont porté sur le pH (7,7 pour les effluents acides et 11,8 pour les effluents basiques), la demande chimique en oxygène (89 mg/l pour les effluents acides et 51 mg/l pour les effluents basiques), les matières en suspension (6 mg/l pour les effluents acides et 64 mg/l pour les effluents basiques), les fluorures (0,4 mg/l pour les effluents acides et 0,23 mg/l pour les effluents basiques), les cyanures totaux, le cadmium et le chrome hexavalent (inférieurs aux seuils de quantification pour les deux natures d'effluents), l'indice phénol (0,04 mg/l pour les effluents acides et inférieur au seuil de quantification pour les effluents basiques), et les hydrocarbures totaux C10-C40 (0,96 mg/l pour les effluents acides et 1,6 mg/l pour les effluents basiques). Un tableau des résultats analytiques obtenus en interne a été également présenté par l'exploitant, portant sur le pH, la demande chimique en oxygène (DCO) et les matières en suspension (MES) respectivement pour les effluents acides et les effluents basiques. Sur les trois premiers trimestres 2021, le pH a été mesuré entre 6,1 et 7,7 pour les effluents acides et entre 10,7 et 11,6 pour les effluents basiques, la DCO entre 72 et 104 mg/l pour les effluents acides et entre 53 et 82 mg/l pour les effluents basiques, et les matières en suspension entre 7 et 21 mg/l pour les effluents acides et entre 66 et 88 mg/l pour les effluents basiques. Les paramètres surveillés et les résultats obtenus n'ont pas soulevé de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant devra toutefois remettre en place le contrôle trimestriel de la qualité des eaux industrielles rejetées, à compter du 3ème trimestre 2022, à moins que la société HACER Traitements de Surface sollicite une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1995 réglementant le site avec tous les justificatifs et arguments utiles et que monsieur le préfet lui réserve une suite favorable.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/1995, article 3.1.5.1

Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles ...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé.
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

Constats :

Lors de la précédente inspection du site intervenue le 14 novembre 2018, il avait été constaté que certains contenants de produits chimiques neufs à l'état liquide, comme les acides chlorhydrique, sulfurique et phosphorique en bidons de 20 et 30 litres ou en conteneurs de 1000 litres, étaient dépourvus de rétentions et devaient par voie de conséquence en être équipés.

Au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2022, il a pu être observé que divers produits chimiques sont bien placés sur des rétentions de dimensions conséquentes (fûts de 200 litres dans l'atelier de production, et bidons entreposés dans le local dédié aux produits chimiques).

En revanche, la présence des contenants suivants a été relevée dans l'atelier de production :

- un récipient mobile de 1 000 litres dépourvu de rétention, et contenant de l'acide chlorhydrique à 33 % avec une vanne de vidange à son pied,
- huit bidons d'acide chlorhydrique, trois bidons d'acide sulfurique et trois bidons d'acide phosphorique, respectivement d'un volume unitaire de 20, 25 et 30 litres selon l'exploitant, placés dans un conteneur de transport, ainsi que 32 bidons d'acide chlorhydrique d'un volume unitaire aussi de 20 litres selon l'exploitant, placés dans un autre conteneur de transport du même type et sur deux niveaux.

D'après le descriptif technique de ces conteneurs de transport fourni par l'exploitant, ceux-ci disposent d'une rétention intégrée de 140 litres (capacité géométrique).

Une telle capacité de rétention s'avère être notoirement insuffisante au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mars 1995 réglementant le site, qui imposent un volume de rétention au moins égal à 50 % de la capacité globale des récipients associés, soit 162,5 litres pour le premier conteneur de transport précité (325 litres/2) et 320 litres pour le second conteneur de transport précité (640 litres/2).

En outre, l'activité de traitement de surface pratiquée étant désormais également soumise à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565, cet arrêté ministériel impose en son article 20 - § I de disposer :

- de rétentions d'un volume équivalant à la capacité totale des récipients associés, lorsque leur capacité unitaire est inférieure ou égale à 250 litres et leur capacité totale est inférieure à 800 litres,
- ou de rétentions d'un volume d'au moins 800 litres lorsque la capacité unitaire des récipients associés est inférieure ou égale à 250 litres et leur capacité totale est supérieure ou égale à 800 litres.

Il incombera donc à l'exploitant de procéder aux aménagements nécessaires sous un délai de deux mois, afin d'équiper de rétentions d'un volume suffisant le récipient mobile de 1 000 litres contenant de l'acide chlorhydrique à 33 % et les divers bidons d'acides chlorhydrique, sulfurique et phosphorique dont la présence a été relevée dans l'atelier de production le jour de l'inspection, sans rétention ou avec une rétention insuffisante.

Les justificatifs correspondants seront adressés à l'inspection des installations classées (factures d'achat, photographies des aménagements réalisés,...).

Observations : Néant

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/1995, article 3.1.5.2

Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

- Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu récepteur. [...]

Constats :

Au travers du rapport d'inspection daté du 3 décembre 2018, il avait été demandé à l'exploitant de s'équiper de tapis d'obturation en nombre suffisant, afin de pouvoir couvrir l'ensemble des regards d'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être impactés en cas de production d'eau d'incendie ou d'écoulement accidentel de liquide potentiellement polluant à l'extérieur du bâtiment, et d'établir dans le même temps une consigne simplifiée précisant les modalités d'usage de ces tapis d'obturation.

L'exploitant a montré au cours de la visite d'inspection du 6 juillet 2022 les trois tapis magnétiques qui ont été acquis en vue d'obturer en cas de besoin les trois regards d'évacuation des eaux pluviales localisés à l'avant du bâtiment de l'établissement.

Ces tapis sont rangés à l'intérieur du bâtiment, à proximité immédiate de l'issue donnant sur sa façade avant.

Néanmoins, il sera nécessaire d'identifier sous un mois leur lieu de rangement par un affichage approprié. Ledit affichage précisera aussi les modalités d'usage de ces tapis d'obturation (qui peut les utiliser, dans quelles circonstances, comment et où les poser,...).

Observations : Néant

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Anncyy, le **22 JUL. 2022**

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur

HACER Traitements de Surface
39 allée du Mont-Blanc
74300 CLUSES

Bordereau de transmission d'un rapport de visite d'inspection

Affaire suivie par : VIALETTES Francis

Téléphone : 04 50 08 09 11

Courriel : francis.vialettes@developpement-durable.gouv.fr

Références : 20220719-LET-BordereauExploitantInspHacerTS_ext2S

Pièce(s) jointe(s) :

- Rapport de l'inspection du 6 juillet 2022

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 6 juillet 2022 sur le site de votre établissement implanté 39 allée du Mont-Blanc à 74300 CLUSES afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à monsieur le préfet de la Haute-Savoie à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication.

L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance ainsi que sur le rapport, sous un délai de quinze jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observation.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour Le directeur, par délégation
L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Vialettes', written in a cursive style.

F. VIALETES



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **22 JUIL. 2022**
Le directeur de l'environnement
à
Monsieur le Préfet
de la Haute-Savoie

**Bordereau de transmission d'un
rapport de visite d'inspection**

Affaire suivie par : VIALETTES Francis
Téléphone : 04 50 08 09 11
Courriel : francis.vialettes@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20220719-LET-BordereauPrefetInspHacerTS_exT2S
Pièce(s) jointe(s) :

- Rapport de l'inspection du 6 juillet 2022

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 6 juillet 2022 de l'établissement HACER Traitements de Surface, implanté 39 allée du Mont-Blanc à 74300 CLUSES.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, une copie de ce rapport d'inspection est transmise à l'exploitant afin de lui permettre, sous un délai de quinze jours, de formuler ses observations et de mentionner les informations qui ne devraient pas être publiées pour des raisons de confidentialité.

Pour Le directeur et par délégation,
L'adjointe à la cheffe de l'unité interdépartementale
des deux Savoie



C. MONTERO

